

Discours 1^{er} mai 2021

Avec la crise sanitaire qui nous frappe de plein fouet depuis 2 ans, les confinements répétitifs et les couvre-feux imposés, les vaccins qui se font attendre, les mensonges réitérés de l'exécutif depuis le début de cette pandémie ne peuvent exempter nos gouvernants d'une gestion catastrophique de la situation. En cela, la fête du 1^{er} mai est derechef impactée. Si Macron se targue d'avoir de l'estime et du respect pour les travailleurs, pourquoi n'a-t-il pas levé les restrictions ce samedi plutôt que lundi ? C'eût été un gage de sa bonne foi, n'est-ce pas ? **Quoiqu'il en coûte** pour plagier cet énergumène, la fête des travailleurs doit subsister et rester une journée de solidarité et de revendications pour tous les travailleurs meurtris de notre planète. Nous aurons une pensée pour tous les travailleurs qui continuent d'exercer leur métier en dépit du danger qui les menacent. Notamment pour les personnels de santé, de la grande distribution, mais aussi tous les personnels des 3 versants de la fonction publique qui ont continué d'œuvrer dans des conditions difficiles, anxiogènes et pathogènes. Nous aurons une pensée pour les intermittents, les restaurateurs, les privés d'emploi contraints. Nous aurons une pensée profondément émue pour tous les salariés qui ont perdu leur vie dans les hôpitaux, les EHPAD, les emplois de ménage, de sécurité ou autres. Nous aurons une pensée pour tous ces travailleurs qui vivent au rythme du slogan : métro, boulot, dodo, seul mode de vie pour éviter la contamination selon ce gouvernement exempt de discernement. On ne s'étonnera pas alors que notre pays compte deux fois plus de dépressions sévères qu'en 2020 chez les salariés. On ne s'étonnera pas non plus de la détresse psychologique exponentielle des ouvriers en chômage partiel et des télétravailleurs.

Malgré les risques encourus par les salariés et profitant du confinement, les gouvernements continuent à voter des lois antisociales, rétrogrades et liberticides partout dans le monde. En France les réformes se succèdent à vitesse grand V, toujours plus en défaveur du prolétariat.

Le matraquage médiatique toujours plus imposant et concentré sur des chaînes télévisuelles aux mains de magnats de la finance occulte et élude les vrais sujets de société, les enjeux des réformes antisociales votées par le gouvernement en place.

Silence sur la loi de la Transformation de la fonction publique et de toutes ces dérives, de ses mesures à l'encontre des intérêts des fonctionnaires. On préfère parler de la loi Ségur mise en place pour la Santé dont l'éléphant a accouché d'une souris en se satisfaisant de « mesurette » insuffisantes.

Preuve en est de la difficulté à recruter des soignants aujourd'hui, vu les mauvaises conditions de travail pérennes et de rémunérations inadaptées.

Motus face au projet Hercule pour l'Energie, de la mise en concurrence avec le secteur privé. La scission prévue du groupe avec une nouvelle entité nommée BRIGHT, dont certains fonds de pension anglo-saxons ont fait part de leurs intérêts à y être associés, va générer à court terme le démantèlement du service ENGIE en sacrifiant des milliers d'emploi sur l'autel de la rentabilité à court terme. Vingt ans après l'ouverture du marché, qui ambitionnait une baisse de prix pour le consommateur, le bilan est catastrophique. Avec une hausse de 70 % pour le gaz depuis 2005 et 38 % pour l'électricité depuis 2004. C'est au contraire un grand service public de l'Energie qui est capital. Le gaz et l'électricité sont des produits de première nécessité. Il n'y a pas de raison que cela profite aux actionnaires.

Bouche cousue sur la réforme de l'assurance chômage qui sera effective au mois de juillet prochain. Le salaire journalier de référence, qui sert de calcul à l'indemnité chômage, sera beaucoup moins favorable aux demandeurs d'emploi. D'après l'Unédic, la mesure toucherait 37 % des allocataires ouvrant des droits, soit environ 840 000 personnes. En moyenne, l'allocation des personnes concernées diminuerait de 24 %.

Le chômage a explosé en France dans le sillage de la crise sanitaire du coronavirus. Au petit soin du patronat, le gouvernement a injecté des milliards pour sauver les secteurs économiques les plus affectés par la crise, mais sans contreparties sociales. Résultat ? Les plans de licenciement massifs se multiplient. Au deuxième trimestre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi s'élevait à près de 7 millions toutes catégories confondues. Et c'est sans compter les grands plans de licenciement : 5000 emplois supprimés chez Airbus, 1700 chez Sanofi, 4600 postes chez Renault...

C'est pourquoi, nous nous devons de continuer à lutter ensemble contre ces réformes et nous regrouper autour d'un grand projet pour un monde plus juste et plus solidaire. L'internationalisme doit vivre, s'intensifier et s'arc-bouter contre cette mondialisation qui génère de plus en plus de pauvreté, de précarité parmi les peuples et fait la part belle à une minorité de ploutocrates, d'oligarques dénué de toute philanthropie.

La finance a fait un holdup sur le monde entier. Nous avons aujourd'hui malheureusement la preuve que l'austérité imposée nous enferme dans une impasse économique et conduit à des catastrophes sociales, mais aussi qu'elle menace directement la paix. Nous assistons à une montée du nationalisme très inquiétante dans de nombreux pays, y compris en France.

En effet, les inégalités se creusent, le racisme se développe, les discriminations et les violences ne faiblissent pas, les phénomènes de rejets sur la base du genre sont entretenus, les inégalités femmes/hommes persistent. Mais tous ces problèmes, toutes ces violences ne trouveront fin que par la solidarité internationale des travailleurs et des peuples contre l'exploitation capitaliste. Ce système qui en est la cause et qui se nourrit de tous ces maux pour continuer de diviser notre classe sociale.

La CGT affirme que ce sont ces politiques de régression sociale et humaine qui cumulées à l'absence d'utopie et d'alternative politique bien identifiable, permettent aux mouvements réactionnaires et fascistes d'envahir les espaces politiques et médiatiques.

On monte les travailleurs les uns contre les autres avec des politiques de dumping social. Les gouvernements, reprenant les revendications du patronat, nous enferment dans une logique de compétitivité en faisant de la baisse du "coût du travail" une priorité. Ceci conduit à nous mettre tous en concurrence et à tirer les salaires vers le bas partout en Europe. Jamais les richesses et les pouvoirs n'ont été aussi concentrés : 1% de la population possède 50% des richesses mondiales. La pandémie n'a fait qu'accroître ces inégalités ; par exemple, entre mars 2020 et mars 2021, la fortune des 20 personnes les plus riches de la planète a augmenté de 62%. S'il nous faut être lucide sur les logiques à l'œuvre, il nous faut aussi être conscient de notre force. L'oligarchie mondiale concentre toujours plus de pouvoirs mais est très minoritaire ; nous sommes les 99% restants.

En conclusion, pour que des avancées sociales, concernant l'ensemble des problèmes de notre société, en matière de retraite, de santé, de protection sociale, d'emploi, de salaires, voient le jour, il faut préparer de grandes luttes sociales.

La CGT reste fidèle à ses origines, au service de ceux qui souffrent et les appelle simplement à résister, à lutter.

**Tous ensemble nous lutterons,
Tous ensemble nous gagnerons.
Vive la lutte de classe, Vive le 1er mai**